

Est de la RDC : plus de 1400 migrants burundais expulsés

@rib News, 17/03/2020 - Source Agence Anadolu - Ils avaient été repoussés et dénichés à Goma. Les autorités congolaises ont décidé, mardi, de renvoyer au Burundi, plus de 1400 migrants burundais, dénichés le week-end dernier à Goma, dans l'est de la République démocratique du Congo (RDC), a-t-on appris de sources officielles régionales.

Ces migrants affirmaient être des membres d'un mouvement mystico-religieux interdit d'activité au Burundi, où les autorités leur reprochent d'organiser des activités subversives contre le pouvoir. Campés dans une concession privée dans l'ouest de la ville de Goma, au bord du lac, ces demandeurs d'asile, 1447 au total, ont été embarqués dans des camions puis dans des bateaux pour rejoindre la province du Sud-Kivu, avant leur rapatriement, mardi. « Ils ne veulent même pas qu'ils soient identifiés. Ils sont en train de dire à la population du Nord-Kivu que la République démocratique du Congo est leur terre promise », a déclaré à la presse, le gouverneur du Nord-Kivu, Carly Nzanzu Kasivita, soupçonnant que « derrière ces besoins humanitaires, se cache quelque chose ». Les services de sécurité congolais affirment avoir identifié dans la masse, un ancien vice-ministre de l'Intérieur du Burundi, ayant selon un compte-rendu de la présidence congolaise, participé à la tentative de renversement du pouvoir établi dans son pays. Aux médias, les services de migration ont présenté d'autres responsables dont deux femmes plusieurs fois refoulées du territoire congolais. Ces migrants, affaiblis et pratiquants des cultes nuitamment, affirment faire l'objet d'une « persécution » au Burundi où leur secte en conflit avec l'Eglise catholique est réprimée par les autorités. En septembre 2017, ces migrants avaient déjà fait l'objet d'un rejet et d'une répression au Sud-Kivu, province par laquelle ils leur mouvement migratoire vers le Congo-Kinshasa, à partir de 2015. En septembre 2017, également, 39 migrants avaient été tués dans la cité de Kamanyola et 124 autres blessés après que les Forces armées de la RDC (FARDC) voulu disperser une manifestation d'un groupe de réfugiés burundais exigeant la libération de quatre des leurs, arrêtés puis expulsés vers leur pays d'origine, le Burundi. Bujumbura et l'ONU avaient exigé des explications de la part de Kinshasa, qui accusait ces immigrants d'avoir troublé l'ordre public et violenté les forces de sécurité.